

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Namur, 75 ; A TOURNAI, chez Vanoverbeke, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; A PARIS, chez MM. Havas, Laffitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

DIRECTEUR-GÉRANT : J. MEROUX
Le Nord de la France :
Trois mois : 3 fr. 50
Six mois : 6 fr. 50
Un an : 12 fr. 50
Annonces : 15 centimes la ligne.
Réclames : 25 centimes
On traite à forfait.

ROUBAIX, 23 MAI 1871

Voir aux dernières nouvelles.

Étude politique

LES DEUX PROGRAMMES DE 1789

« La Révolution, disait, en 1789, un homme qui avait sondé la profondeur du grand mouvement social qui se produisait à cette époque, la Révolution durera un siècle. » Elle compte aujourd'hui quatre-vingt-deux ans d'existence, doit-elle vivre dix-huit ans encore ?

D'abord, quelle est son origine ? Est-elle sortie des flancs de la nation ? fut-elle l'expression directe et spontanée de la volonté populaire ? la mise à exécution des cahiers de 1789 ?

Du côté, au contraire, sa naissance et son développement, à des passions ardentes, à des complots tramés contre le souverain, contre les institutions et contre le vœu de la France ?

La France réunie dans ses comices avait proclamé le nouveau pacte indissoluble qui, depuis huit siècles, liait ses destinées à la dynastie fondée par Hugues Capet ; elle voulait, avec la tolérance religieuse, le maintien du culte catholique, l'éducation chrétienne, ses libertés paroissiales et provinciales, ses parlements, ses grandes institutions, qui faisaient sa gloire et sa force. Elle avait demandé la réforme des abus, la garantie de la liberté individuelle, la liberté de la presse combinée avec le respect des mérites, la suppression de tous privilèges pécuniaires, l'égalité civile et l'admission de tous aux charges et emplois, etc., etc.

Ce programme, sauf quelques divergences sur les questions secondaires, avait été adopté par tous. Un sentiment unanime ralliait le Clergé et la Noblesse au Tiers-Etat ; les cahiers de 89 en font foi et réfutent suffisamment les allégations mensongères d'une foule d'historiens. Voici les preuves de cette assertion :

Le 22 juillet 1788, les Etats du Dauphiné étaient réunis à Vizille ; cette assemblée, que l'on a représentée comme le berceau de la Révolution française, terminait ainsi sa délibération :

« MM. du Clergé et de la Noblesse ont été complimentés par un de MM. du Tiers-Etat, au nom de son ordre, sur la loyauté avec laquelle, oubliant d'anciennes prétentions, ils se sont empressés de lui rendre justice, et sur leur zèle pour maintenir l'union entre les ordres. M. le comte de Morges, président, a répondu pour le Clergé et la Noblesse, que le désir de contribuer au bonheur de leurs concitoyens dictait toujours leurs résolutions et qu'ils seraient toujours prêts à s'unir avec eux pour s'occuper du salut de la patrie. »

Le 20 mars 1789, le Tiers-Etat de la province du Forez terminait ainsi son cahier de doléances et de vœux :

« Un vœu du troisième ordre, non moins cher à son cœur est que, dans l'Assemblée nationale et dans tout le royaume, on répète à grands cris : Vive Louis XVI ! vive le Clergé, vive la Noblesse ! Vive à jamais la réunion des trois ordres pour le bonheur de la France ! »

On pourrait multiplier les citations. Ces vœux unanimes de la Nation étaient acceptés par le roi. L'ancienne constitution réformée et rétablie sur ses bases primitives de sages libertés, devait être le drapeau de la France, le drapeau national.

Cette œuvre a-t-elle été réalisée par les Etats-Généraux convoqués à Versailles ? Non ! Cette assemblée, dite Constituante, au lieu d'une réforme pacifique, a décrété une révolution radicale qui n'a pas tardé d'être sanglante, et de détruire toutes les institutions fondamentales de la nation française.

Qui donc a pu s'opposer ainsi à la volonté de trente millions de Français ? Hélas ! deux êtres pervers : Philippe d'Orléans et Mirabeau ! Au programme du bien ils substituèrent le programme du mal. Nous allons présenter cette œuvre néfaste que les complaisants historiens de la Révolution ont soigneusement dérobée à la connaissance de leurs lecteurs.

de l'Académie française. Ils s'exprimaient ainsi.

Chamfort. « Eh bien ! Vous n'êtes donc pas député ? »

Marmontel. « Non, et j'en suis consolé, comme le renard, des raiains auxquels il ne pouvait atteindre : ils sont trop verts. »

Chamfort. « En effet, je ne les crois pas assez mûrs pour vous ; votre âme est d'une trempe trop douce et trop flexible pour l'épreuve où elle serait mise. On fait bien de vous réserver à une autre législature. Excellent pour édifier, vous ne valez rien pour détruire. »

Marmontel. « Vous m'effrayez en parlant de détruire ; il me semblait ami qu'on ne voulait que réparer. »

Chamfort. « Oui, mais les réparations entraînent souvent des ruines. En attaquant un vieux mur, on ne peut pas répondre qu'il ne croule sous le marteau, et, franchement, cet édifice est si délabré que je ne serais pas étonné qu'il fallût le démolir de fond en comble ! »

Marmontel. « De fond en comble ! »

Chamfort. « Pourquoi pas ? Ne vaudrait-il pas mieux le rétablir sur un autre plan moins gothique et plus régulier ? Serait-ce, par exemple, un si grand mal, qu'il n'y eût pas tant d'étages et que tout y fût de plain-pied ? Vous désoleriez-vous de ne plus entendre parler d'Eminences, ni de Grandeurs, ni de titres, ni d'armoiries, ni de noblesse, ni de roture, ni du haut, ni du bas clergé ? »

Marmontel. « L'égalité a toujours été la chimère des républiques et le leurre que l'ambition présente à la vanité ; mais ce nivellement est surtout impossible dans une vaste monarchie, et, en voulant tout abolir, il me semble qu'on va plus loin que la nation ne l'entend, et plus loin qu'elle ne demande. »

Chamfort. « Bon ! La nation sait-elle ce qu'elle veut ? On lui fera vouloir et on lui fera dire ce qu'elle n'a jamais pensé ; et, si elle en doute, on lui répondra comme Crispin au légataire : C'est votre tétérargie. La nation est un grand troupeau qui ne songe qu'à paître, et, qu'avec de bons chiens, les bergers mènent à leur gré. Après tout, c'est son bien que l'on veut faire à son insu ; car, mon ami, ni votre vieux régime, ni votre culte, ni vos mœurs, ni toutes vos antiquités de préjugés ne méritent qu'on les ménage. Tout cela fait honte et pitié à un siècle comme le nôtre, et pour tracer un nouveau plan, on a toute raison de faire place nette. »

Marmontel. « Place nette et le trône et l'autel ? »

Chamfort. « Et le trône et l'autel tomberont ensemble : ce sont deux arc-boutants appuyés l'un par l'autre ; et, que l'un des deux soit brisé, l'autre va fléchir. »

Marmontel. « Vous m'annoncez une entreprise où je crois voir plus de difficultés que de moyens. »

Chamfort. « Croyez-moi, les difficultés sont prévues et les moyens sont calculés. Ces calculs sont fondés : sur le caractère du roi, si éloigné de toute violence qu'on le croit pusillanime ; sur l'état actuel du clergé, où il n'y a plus que quelques vertus sans talents, et quelques talents dégradés et déshonorés par des vices ; enfin, sur l'état même de la haute noblesse, qui est dégénérée et dans laquelle peu de grands caractères soutiennent l'éclat d'un grand nom. Mais c'est surtout en lui-même que le Tiers-Etat doit mettre sa confiance. Cet ordre, dès longtemps fatigué d'une autorité arbitraire et graduellement oppressive jusque dans ses derniers rameaux, a, sur les deux autres ordres, non-seulement l'avantage du nombre, mais celui de l'audace à tout braver. Enfin, ce long amas d'impatience et d'indignation formé comme un orage, et cet orage prêt à crever ; partout la confédération et l'insurrection déclarées, et, au signal donné par la province du Dauphiné, tout le royaume prêt à répondre par acclamation qu'il prétend être libre ; les provinces liguées, leur correspondance établie, et, de Paris comme d'un centre, l'esprit républicain allant porter au loin sa chaleur avec sa lumière : voilà l'état des choses. Sont-ce là des projets en air ? »

Marmontel. « J'avoue qu'en spéculant tout cela est imposant ; mais, au-delà des bornes d'une réforme désirable, la meilleure partie de la nation ne laissera porter aucune atteinte aux lois de son pays et aux principes fondamentaux de la monarchie. »

Chamfort. « Il est vrai que, dans ses foyers, à ses comptoirs, à ses bureaux, à ses ateliers d'industrie, une bonne partie de ces citoyens casaniers trouve-

ront peut-être dans des projets qui pourraient troubler leur repos et leurs jouissances. Mais, ils les désapprouvent, ce ne sera qu'imidement et sans bruit, et l'État leur en imposera ; cette classe déterminée qui ne voit rien pour elle à perdre au changement, et croit à tort tout gagner... Pour l'avenir on a les plus puissants mobiles : la disette, la faim, l'argent, les bruits d'alarme et d'épouvante, et le délire de frayeur et de rage dont on frappera ses esprits. Vous n'avez entendu parmi les bourgeois que des éloges et des éloges. Sachez que tous nos orateurs de tribune ne sont rien en comparaison de ces Démocrités, à un écu par tête, qui dans les cabarets, dans les places publiques, dans les jardins et sur les quais, annoncent des saccages, incendies, des villages saccagés, incendies des villages, d'Orléans, et d'affamer Paris. C'est là ce que j'appelle des hommes éloquentes. L'argent surtout et l'espoir du pillage sont tout-puissants parmi ce peuple. Nous venons d'en faire l'essai au faubourg Saint-Antoine, et vous ne sauriez croire comme peu il en a coûté au duc d'Orléans pour faire saccager la manufacture de cette honnête Réveillon qui, dans ce même peuple, faisait subsister cent familles, Mirabeau soutient plaisamment qu'avec un millier de louis on peut faire une jolie sédition... »

Marmontel. « Ainsi, vos essais sont des crimes et vos milices sont des brigands. »

Chamfort. « Il le fait bien. Que feriez-vous de tout ce peuple en le musant des principes de l'honnêteté et du juste ? Les gens de bien sont faibles, personnels et timides ; il n'y a que les vauriens qui soient déterminés. L'avantage du peuple, dans les révolutions, est de n'avoir point de morale. Comment tenir contre des hommes à qui tous les moyens sont bons ? Mirabeau a raison : il n'y a pas une seule de nos vieilles vertus qui puisse nous servir ; il n'en faut point au peuple, ou il lui en faut d'une autre trempe. Tout ce qui est nécessaire à la révolution, tout ce qui lui est utile est juste : c'est là le grand principe. »

Marmontel. « C'est peut-être celui du duc d'Orléans ; mais je ne vois que lui pour chef à ce peuple en insurrection, et je n'ai pas, je vous l'avoue, grande opinion de son courage. »

Chamfort. « Vous avez raison, et Mirabeau dit que ce serait bâtir sur la boue que de compter sur lui. Mais il s'est montré populaire, il porte un nom qui en impose, il a des millions à répandre, il déteste le roi, il déteste encore plus la reine, et, si le courage lui manque, on lui en donnera ; car, dans le peuple même, on aura des chefs intrépides, surtout dès le moment qu'ils se seront montrés rebelles et qu'ils se croiront criminels. Car il n'y a plus à reculer, lorsqu'on n'a derrière soi pour retraite que l'échafaud. La peur, sans espérance de salut, est le véritable courage du peuple. »

On aura des forces immenses si l'on peut obtenir une immense complicité. Mais je vois que mes espérances vous attristent : vous ne voulez pas d'une liberté qui coûtera beaucoup d'or et de sang. Voulez-vous qu'on vous fasse des révolutions à l'eau de rose ? (Mémoires de Marmontel, t. II, pages 288 à 294.)

Tel était le programme de la conspiration ourdie par Mirabeau qui en était l'âme, par le duc d'Orléans qui la soudoyait et par leurs prétoriens, les philosophes légers de principes et de mœurs, dévorés d'ambition et de jalousie, dont Chamfort était la très-remarquable personification. Le plan des conjurés, diamétralement opposé aux vœux unanimement exprimés par les cahiers de 1789, était la destruction de la religion chrétienne et le renversement du trône de Louis XVI. Le duc d'Orléans devait se saisir de la couronne tombée des mains du faible monarque ; mais il n'était pour Mirabeau qu'un mannequin qu'il fera bientôt disparaître à son tour pour lui substituer la République. La France ne voulait certainement aucune de ces révolutions, aucun des régimes qu'elles devaient enfanter, Chamfort le reconnaît ; mais, avec l'impudent cynisme d'un matérialisme effrayant, il indique les moyens de tromper et de subjuguier la nation, de lui faire dire ce qu'elle n'a jamais pensé, de lui faire vouloir ce qu'elle n'a ni désiré ni demandé : organisation de la classe déterminée qui ne peut rien perdre au changement et croit à tort tout à gagner ; choix d'orateurs de

cabarets et de places publiques, gagés à un écu par jour ; propagation de faux bruits, portant partout l'inquiétude, l'alarme, l'épouvante, la crainte de la famine ; les esprits frappés d'un délire de frayeur et de rage ; l'argent rendu à profusion, l'espoir du pillage tout-puissant parmi cette populace qui en a eu déjà lavant-gout, dans le saccage de la manufacture de Réveillon ; les citoyens glacés d'effroi, mais n'osant se plaindre ; Paris, centre de ce mouvement, correspondant avec les provinces liguées entre elles et leur portant en tous sens l'esprit républicain, sa lumière et sa chaleur.

Telle devait être cette rénovation sociale dont le principe fondamental serait cette maxime : « Est juste tout ce qui est nécessaire à la révolution, tout ce qui lui est utile, » et dont, suivant Chamfort lui-même, les essais étaient des crimes et les milices des brigands.

On a tant célébré le génie de Mirabeau ; oui, c'était un grand génie ; c'était, au plus haut degré, le génie du mal, de la corruption, de la violence, du crime et des ruines. Après de lui, Catilina n'eût été qu'un pygmée en face d'un géant.

Et maintenant, dans cette lutte suprême entre une nation entière qui a énergiquement affirmé sa foi, son roi et ses institutions sociales et politiques, et une faction d'hommes sans Dieu, sans loi, sans principes, sans conscience, mais puissants par l'or et par la parole, disposés à sacrifier leur patrie à leur ambition démesurée, à leurs insatiables convoitises, à qui donc, après des combats gigantesques, restera définitivement la victoire ?

(A suivre.)

A propos d'un rapport de pétition, l'Assemblée a rendu, samedi, un vote politique qui intéresse ceux qui voulaient douter encore des sentiments de la Chambre sur son caractère et la portée de son mandat. Le pétitionnaire réclamait la proclamation définitive de la République une et indivisible.

En même temps, il déclarait à l'Assemblée qu'elle avait le devoir, son mandat étant expiré, de se dissoudre et de convoquer dans le plus bref délai une Assemblée constituante.

La pétition se divisait de la sorte en deux parties bien distinctes. Le rapporteur, M. Pajot, concluait donc à deux votes différents : pour la première partie, il proposait l'ordre du jour ; pour la seconde, la question préalable.

La gauche s'est opposée à ce dernier vote pour empêcher que l'Assemblée ne déclarât, d'une façon catégorique, le droit qu'elle se reconnaît de choisir la forme définitive du gouvernement de la France ; mais les cris de M. Langlois ont été en pure perte.

Dans un langage ému et ferme, M. Bagnon a déclaré que la pétition, dénuant à l'Assemblée son droit souverain, était une grave injure, et que cette injure méritait d'être flétrie. Il a dit que, contre les réclamations des adversaires du droit, les habiletés de ceux qui espèrent l'étouffer sous leurs caresses, lorsqu'ils exaltent la sagesse de la Chambre à n'en point user, l'Assemblée affirmait de nouveau son droit de Constituant, qu'elle le gardait en entier, se réservant d'en user à son jour et à son heure.

Après ces paroles et pendant le vote, on remarquait quelque agitation au banc des ministres.

A une très-grande majorité, l'Assemblée a voté la question préalable.

Précédemment, était venu le rapport sur une pétition d'un honnête habitant de Versailles, demandant pour M. Thiers la nomination de président de la République. Dans des termes très modérés et très-habiles, le même rapporteur a écarté cette proposition insidieuse par un ordre du jour qui a obtenu également une grande majorité. (Univers.)

Dépêches Télégraphiques

Service particulier du Journal de Roubaix.

Versailles, 22 mai, 3 h. 35 soir.
M. Thiers vient de dire à un député du Nord que nos troupes occupent les deux tiers de Paris.

Versailles, 22 mai, 4 h. 40 soir.
La Chambre vient de déclarer à l'unanimité que l'armée et M. Thiers ont bien mérité de la patrie.

NOUVELLES DE PARIS

Dimanche. Tout le monde a le pressentiment que la fin approche, et la plus grande inquiétude règne dans la capitale.

Les Versaillais, depuis ce matin, battent en brèche les portes Maillet et Dauphine. A Vanves, la brèche a été réparée. Le 78^e bataillon de la garde nationale est rentré dans Paris, à la suite des pertes sérieuses qu'il a éprouvées.

Le Journal officiel annonce que tous les habitants de Paris qui sont absents de la capitale, doivent rentrer à leur domicile dans les quarante-huit heures, sous peine de voir brûler leurs marchandises, meubles, etc.

Le Père Duchêne ayant mis en doute le courage de Lefrançois, celui-ci a invité le rédacteur de cette feuille immonde à venir se promener avec lui bras-dessus, bras-dessous aux avant-postes, sous le feu de Versailles. Lefrançois s'est trouvé au rendez-vous, mais le Père Duchêne n'a pas jugé prudent de s'y rendre.

On enlève les plaques de bronze de la colonne Vendôme, pour les envoyer à la fonte.

Les obus continuent à tomber plus que jamais dans Paris. Le pont d'Iéna a été frappé plusieurs fois. Une voiture qui passait près de là, a été coupée en deux, et les trois personnes qu'elle contenait, ont été dangereusement blessées.

Le gros canon Joséphine a été remonté sur les remparts, et a détruit le toit de la caserne du Mont-Valérien.

Hier, Joséphine a tiré sur le château de Bécon, et l'a fortement endommagé.

Cluseret doit être interrogé aujourd'hui, par les membres de la Commune.

Des gardes nationaux ont fait une perquisition hier dans la rue Caumartin, pour y rechercher des jeunes gens qu'on disait cachés dans les maisons.

La Commune a décrété que jusqu'à la fin de la guerre, les fonctionnaires ou les fournisseurs accusés d'extorsion ou de vol, seront traduits devant un conseil de guerre et fusillés s'ils sont trouvés coupables.

Un garde national nommé Courvoisier a été exécuté jeudi, comme déserteur et espion. Il a avoué avoir porté vingt fois des lettres à l'ennemi.

Les organes de la Commune démentent le bruit que les insurgés auraient l'intention de détruire Notre-Dame, les Invalides et le tombeau de l'Empereur.

La Commune va simplement convertir les églises et les édifices publics en magasins à poudre, de sorte que, si les Versaillais bombardent la capitale, ils seront responsables de la destruction de tous ces monuments.

Un régiment de femmes a paradé hier sur les boulevards. Tous les officiers étaient des vieillards à barbes grises.

Il doit y avoir une lutte acharnée aujourd'hui, au sud de Paris ; le village de Petit-Vanves a été évacué par les insurgés. Leur retraite ressemblait beaucoup à une déroute. A Issy, plusieurs bataillons se sont également retirés en désordre.

Les insurgés sont très-découragés de leurs pertes au sud de Paris.

Soir. Cette après-midi, trois escadrons de cavalerie ont été passés en revue sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Henri Fortuné leur a offert un drapeau, en les conjurant de le défendre jusqu'à la mort.

Les soldats ont répondu qu'ils préféreraient mourir plutôt que de se rendre. L'enthousiasme était immense. C'est la première revue de cavalerie passée par la Commune.

A six heures, un officier d'ordonnance est entré au grand galop dans la cour de l'Hôtel-de-Ville. Il apportait la nouvelle que les Versaillais étaient entrés par la porte de la Muette.

Les bruits les plus contradictoires circulent parmi les autorités et la population, et la plus grande agitation règne dans tous les quartiers.

Le colonel Lisbenna, commandant en chef des Vengeurs de la Seine, vient de partir avec son corps, pour attaquer les Versaillais en flanc.

Les fédérés ont, comme nous l'avons dit, envahi Notre-Dame des Victoires. Ils l'ont pillée et dévastée, brisant, saccageant, enlevant les ex-voto, etc. La statue de saint Pierre a été ignominieusement mutilée. Seules, les statues de la Sainte Vierge et de saint Joseph ont été épargnées.

L'indignation des fidèles était à son comble, mais n'a pu empêcher ces sacrilèges attentats.

Hier, vendredi, à une heure de l'après-